La République du Centre, 7 février 2015

LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE SAMEDI 7 FÉVRIER 2015 3

Le Premier ministre à Orléans

ÉCHANGE ■ Divers sujets de l'actualité régionale et nationale ont été abordés avec les journalistes

Le Centre-Val de Loire face à l'Europe

Au terme de son allocution liée à la signature du contrat de plan, Manuel Valls s'est brièvement prêté au jeu des questions-réponses avec la presse.

Philippe Bonnet
ph.bonnet@republiqueducentre.com

Le Premier ministre a répondu à quelques questions de journalistes. Christine Bessadie, rédactrice en chef de La République du Centre, l'a interrogé sur deux points.

■ ***Considérez-vous que la région Centre-Val de Loire, qui a changé de nom mais pas de taille, est suffisamment armée pour relever les défis économiques européens ? Celui à l'heure où les chefs d'entreprise sont inquiets, voire expriment leur désaccord avec les mesures gouvernementales comme en témoigne la démission récente du président de la CCI du Loiret.*** Oui, je le crois. Il faut conjuguer deux impératifs : la taille des régions, de ce point de vue la région Centre-Val de Loire a la taille suffisante, et la force. Il y a ici des villes, un tissu économique, des espaces agricoles, des réseaux que nous voulons moderniser, qui donnent déjà cette force. Et puis, il y aura, c'est essentiel, les compétences dont seront dotées les régions. Donc, oui, très honnêtement, la région Centre-Val de Loire qui a gardé exactement les mêmes frontières, tout comme la Bretagne, les Pays de la Loire, l'Ile-de-France, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, pour cette organisation territoriale, a cette taille critique suffisante, même si des évolutions sont possibles demain. Après, il y a évidemment les défis économiques pour lesquels nous avons donné tous les outils dont le territoire peut disposer, mais auxquels il faut être attentif.

■ ***François Hollande a invité, hier, les écologistes à participer à la politique écologique au sein du gouvernement. Ces mêmes écologistes avaient refusé de participer à votre gouvernement voilà bientôt un an. Êtes-vous prêt à jouer "l'ouverture verte" ?*** L'écologie, les politiques environnementales, bref, relever les grands défis de la planète ; tout cela n'appartient pas à une seule formation politique, pas aux formations politiques elles-mêmes. C'est toute la société qui doit se mobiliser. Le « rendez-vous climat COP 21 », organisé par la France à la fin de l'année, va tous nous obliger pour sa réussite.

« Il faut des actes »

Je veux saluer l'engagement des entreprises, mais aussi des agriculteurs. Ils auront un rendez-vous important, avant et pendant le Salon de l'agriculture. Partout sur la planète, il y a prise de conscience, y compris en Chine, sur le fait que le réchauffement de la planète représente un risque pour l'être humain.

Depuis deux jours, Ségolène Royal a désormais sa feuille de route. Il y a d'ailleurs une continuité dans le travail fait, au-delà des clivages politiques, et en associant les ONG, les partenaires sociaux. L'engagement écologique, vert, de ce gouvernement n'est pas à démontrer. Le discours ne suffit pas. Il faut des actes. Et ce que nous faisons dans le cadre du contrat de plan, en termes de déplacements, de transport en commun, renforce les politiques. Ce qui est fait pour les pistes cyclables, ici, le long de la Loire, est exemplaire. Ce qui a été fait par les villes dans cette région en matière de tramways, y compris à Orléans, l'est également. Contesté au début et ensuite... *(applaudissements)*.

Tout ce qui permet de conforter la majorité est une bonne chose. Le président de la République parle d'or sur ces questions-là et le Premier ministre est parfaitement en accord avec ce que François Hollande a dit hier. Mais, voilà, quand on lance un appel, il faut qu'il soit entendu. Et je ne doute pas qu'il le sera. ■

PRESSE. Le Premier ministre, entouré de Marisol Touraine, ministre de la Santé (en orange), et de Michel Sapin, préfet, a ensuite répondu à quatre quotidiens de journalistes. PHOTO THIERRY SIMOZZI

La commune n'est pas menacée

Évoquant « un dialogue de très grande qualité avec l'association des maires de France », Manuel Valls considère que, « dans un pays qui, parfois, doute de lui-même, s'interroge sur son identité, est traversé par ses fractures identitaires, territoriales ou culturelles, il faut faire très attention (...). Il faut préserver ce qui permet de rassembler, d'unir, d'avoir des repères. Les communes font partie de ces repères. Alors, il y a des évolutions majeures : l'intercommunalité, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, désormais les métropoles dont il faut trouver le bon équilibre avec les régions. Cette intercommunalité, c'est une force. Elle ne nie pas le rôle des communes. C'est la base de notre vivre ensemble (...) Je suis attentif à la taille des intercommunalités, aux départements. Cela aussi fait partie des repères, auxquels nos concitoyens sont attachés ».

INFO PLUS

Limogeage. Manuel Valls a estimé que le limogeage de Bernard Petit, directeur de la police judiciaire parisienne (qu'il avait lui-même nommé) était « le choix qui s'imposait » car « chacun doit être exemplaire. Bernard Petit est un grand policier, mais, quand on exerce cette mission, il ne peut pas y avoir le moindre doute. » Il a indiqué « bien connaître » Christian Sainte, le successeur de Bernard Petit, qu'il avait nommé à la PJ de Marseille. *(lire p 4)*

Phoca PDF